



Dossier : Bernadette Faget.

Il est souhaitable que la France soit au premier rang de la refondation de la PAC qui la concerne au premier chef

Agriculture. Aujourd'hui à Foix, l'assemblée générale de la FDSEA invite Henri Nallet, conseiller d'Etat et ancien ministre de l'Agriculture, et Jean-Michel Lemétayer, le président national de la FNSEA. Entretien croisé.

La nouvelle donne des paysans

Président de la Fédération départementale des exploitants agricoles (FDSEA) et président de la chambre d'agriculture, l'Ariégeois François Toulis, reçoit aujourd'hui son « patron » : Jean-Michel Lemétayer, président national du syndicat agricole majoritaire en France. Président du Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (COPA), cet agriculteur breton qui était, lundi, l'invité d'un débat télévisé sur la hausse des prix alimentaires, vient à Foix pour donner son point de vue sur la politique agricole commune, à moyen et long terme, et évoquer ses implications sur l'agriculture ariégeoise. Pour élargir et nourrir le débat, François Toulis a invité le socialiste Henri Nallet. Nous leur avons demandé de réagir sur l'actualité européenne et mondiale qui a des répercussions en Ariège. Ils ont la parole.

On aura de plus en plus besoin de viande bovine et de produits laitiers

La Dépêche du Midi. Pourquoi manque-t-on de lait ? Peut-on, demain, aussi manquer de viande ? L'Ariège peut-elle tirer son épingle du jeu en la matière ?

Henri Nallet. On manque de lait parce que beaucoup de producteurs ont abandonné ce travail difficile et exigeant. On pourrait aussi manquer de viande si la demande mondiale continue à augmenter avec l'accroissement du pouvoir d'achat des pays émergents et si l'alimentation animale reste aussi chère qu'elle l'est aujourd'hui. On aura donc de plus en plus besoin de viande bovine et de produits laitiers. Ce peut donc être une opportunité intéressante pour des producteurs spécialisés, livrant des produits de qualité qui pourront être repérés facilement par les consommateurs.

François Toulis. L'augmentation de la consommation mondiale, notamment dans les pays asiatiques est un facteur déterminant

de la tension sur le marché du lait, qui s'ajoute à un manque d'anticipation flagrant de Bruxelles dans sa gestion des outils de régulation du marché (quotas). Ces facteurs, associés à de très bas prix ces dernières années qui n'ont pas incité les producteurs à investir ou les jeunes à s'installer, nous sommes aujourd'hui face à des stocks mondiaux de poudre de lait et de beurre très bas et des prix à la hausse.

Dans le secteur de la viande, nous n'observons pas aujourd'hui les mêmes phénomènes, mais il suffirait d'un envol de la demande dans quelques pays (Chine par exemple) pour que les marchés redeviennent tendus. Bien entendu, l'Ariège ne pèse pas de manière significative sur ces marchés nationaux ou mondiaux, néanmoins, les démarches de démarcation et de valorisation de nos produits de qualité sont susceptibles de mettre en valeur nos élevages qui disposent d'un atout majeur dans leur jeu : les surfaces en herbe.

L'ours et le pastoralisme sont incompatibles



«Ours slovène: go home!». En Ariège la réintroduction du grand prédateur est le sujet qui fâche.

La Dépêche du Midi. L'introduction d'ours slovènes dans les Pyrénées, à grands frais, exaspère la grande majorité des éleveurs: que pensez-vous de cette problématique qui fait polémique en Ariège?

Henri Nallet. Je n'ai jamais très bien compris cette volonté de faire revenir des animaux prédateurs dans des régions qu'ils ont quittées depuis longtemps... La sauvegarde de la biodiversité n'est pas le retour à la forêt gauloise.

François Toulis. Ce qui est sur la table aujourd'hui par rapport à l'ours, ce n'est pas une «exaspération» des éleveurs, mais bien la survie du pastoralisme dont il s'agit. L'ours et le pastoralisme sont incompatibles, et ce ne sont pas quelques mesures de compensation (bien partielle) des dégâts qui sauveront le pastoralisme. Une fois pour toutes, les éleveurs demandent que l'Etat dise clairement s'il préfère une montagne sauvage où l'ours sera chez lui et où les hommes n'oseront plus aller, où une montagne habitée où les éleveurs continuent de pratiquer la transhumance et d'entretenir un espace et des paysages qui font la richesse et l'attrait de notre région.

Les filières courtes sont une des voies à développer

La Dépêche du Midi. A l'heure où l'agriculture est de plus en plus confrontée à des marchés mondialisés, quelle pourrait être selon vous la place des filières courtes, associant par exemple producteurs et consommateurs comme le fait la SCIC Montagne 09 ?

Henri Nallet. Les marchés mondialisés représentent une petite fraction de nos productions agricoles et concernent quelques-unes de ses productions : blés, maïs, lait... pour le reste il y a la place pour des filières courtes associant les producteurs, des transformateurs locaux, des circuits de distribution courts et les consommateurs pour tous les produits où la traçabilité, le souci de la santé, l'étiquetage nutritionnel peuvent être des signes distinctifs de qualité. Nous avons dans tout ce domaine de grandes possibilités de développement.

François Toulis. Les filières courtes sont une des voies à développer pour améliorer la valeur ajoutée des exploitations. Elles peuvent notamment permettre d'améliorer le taux de pénétration des produits ariégeois sur nos marchés locaux et régionaux. Ce développement des filières courtes suppose que l'on travaille d'une part sur la transformation et la finition de nos produits agricoles, et d'autre part sur l'organisation de ces filières, de façon à peser sur les facteurs de compétitivité de ces démarches (professionnalisation, régularité des approvisionnements – quantité et qualité-, rationalisation des transports, plate-forme de distribution, commercialisation...). C'est le sens de l'opération conduite par la chambre d'agriculture avec le conseil général pour l'approvisionnement des cantines des collèges en produits locaux.